



## Conseil économique et social

Distr. générale  
25 novembre 2014  
Français  
Original : anglais

---

### Commission du développement social

#### Cinquante-troisième session

4-13 février 2015

**Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : repenser et renforcer le développement social dans le monde contemporain**

### **Déclaration présentée par Society of Catholic Medical Missionaries, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social**

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.



## **Déclaration**

### **Introduction**

Nous, Society of Catholic Medical Missionaries (également connue sous le nom de Medical Mission Sisters) et les organisations de par le monde approuvant la présente déclaration, saluons la décision de la Commission du développement social d'avoir choisi le thème « Repenser et renforcer le développement social dans le monde contemporain ». Ce thème revêt une importance particulière pour une communauté mondiale confrontée à trois questions cruciales au XXI<sup>e</sup> siècle, à savoir l'accroissement des inégalités, la recrudescence des conflits et les changements climatiques. Il est pertinent dans le contexte du programme de développement pour l'après-2015, où les organisations de la société civile continuent à mettre l'accent sur une approche du développement centrée sur les personnes et basée sur les droits de l'homme.

Le modèle de croissance économique dominant, axé sur le produit intérieur brut, est fortement dépendant des industries extractives et alimente les inégalités au sein des nations et entre elles. Ce modèle de croissance économique devrait être remis en question au profit d'un modèle axé sur les indicateurs de progrès véritable. Dans les années 1990, un groupe de réflexion basé aux États-Unis d'Amérique a mis au point les indicateurs de progrès véritable, lesquels mesurent le bien-être et la durabilité des régions sur la base de facteurs économiques, sociaux et environnementaux. L'usage des indicateurs de progrès véritable va dans le sens du préambule de la Charte des Nations Unies, qui déclare : « Nous, peuples des Nations Unies, résolu...à favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande ». Le rapport du Secrétaire général intitulé « Une vie de dignité pour tous : accélérer les progrès dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et dans la définition du programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015 » rappelle à la communauté internationale de ne laisser personne à la traîne et d'œuvrer pour le bien commun.

### **Développement social et mondialisation**

Dans le monde contemporain, la technologie a réuni l'humanité dans un village planétaire et amélioré la croissance économique. Dans le processus de mondialisation économique, le village est divisé entre une minorité qui en a bénéficié et une majorité qui n'en a pas bénéficié. L'écart entre les riches et les pauvres s'est considérablement creusé. L'économie de marché a pris le pouvoir sur les gouvernements nationaux à telle enseigne que les 85 personnes les plus riches possèdent à elles seules autant que les 50 % des plus pauvres de la population mondiale. Les droits individuels et les droits de propriété sont protégés alors que les droits collectifs sont affaiblis. Les gouvernements doivent cesser de favoriser les sociétés multinationales et les propriétaires de capitaux privés au détriment du bien commun. Les politiques qui ont démantelé les programmes sociaux doivent être remplacées par un développement transparent, inclusif, centré sur les personnes et axé sur la planète.

Si nous analysons les éléments du développement social, nous pouvons voir que les services tels que la santé, l'éducation, la protection sociale et l'emploi sont sous-financés ou privatisés. Beaucoup de pays pauvres ayant de faibles

gouvernements nationaux ont signé des accords de libre-échange qui compromettent davantage les intérêts de leurs peuples.

Nous travaillons dans le domaine de la santé depuis plusieurs décennies et réalisons l'interconnexion des facteurs sociaux, économiques, environnementaux et politiques qui ont des effets sur la santé des personnes. Une approche inclusive associant les populations à la prise de décision est impérative au même titre que la bonne combinaison de politiques nationales et internationales visant à régler la recherche de profits à court terme par les sociétés. Les acteurs du secteur privé qui sont en mesure de contribuer au bien-être de leurs concitoyens devraient œuvrer au renforcement de la dimension sociale dans la mesure où il ne saurait y avoir de durabilité sans soutien au village planétaire.

### **Développement social et objectifs de développement durable**

Dans le document final du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable, les priorités du développement social ont été soulignées dans quinze objectifs sur les dix-sept énumérés. Cela montre que les objectifs de développement durable ne sauraient être atteints sans le renforcement de la dimension sociale. L'Organisation des Nations Unies et la communauté internationale ne devraient pas attendre encore 15 ans pour déterminer les raisons qui font que les objectifs de développement durable ne sont pas atteints. Il a été largement constaté que le Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable doit son succès à son approche ouverte et inclusive, laquelle a encouragé la participation de multiples parties prenantes. L'accroissement de la participation et des politiques plus efficaces s'imposent pour atteindre les objectifs universels et résoudre les problèmes mondiaux. Vivant au XXI<sup>e</sup> siècle, nous avons la chance d'avoir les technologies de l'information et de la communication nécessaires pour contribuer au bien commun. Les résultats des sessions précédentes de la Commission consacrées aux thèmes de l'intégration sociale, de l'élimination de la pauvreté et de l'autonomisation doivent être revisités et mis en œuvre afin de renforcer le programme de développement social.

### **Développement social et possibilités d'action**

Le thème retenu par la Commission est une invitation à toutes les parties à identifier les politiques à mettre en priorité et celles qui doivent être révisées. Si l'objectif de développement social consiste à améliorer les conditions de vie de toutes les populations, la communauté mondiale a un long chemin à parcourir. Le Sommet mondial pour le développement social s'est tenu il y a près de 20 ans, et 52 sessions de la Commission du développement social ont été organisées depuis. Malgré cela, l'extrême pauvreté existe toujours. Selon un rapport de 2014 de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 805 millions de personnes dans le monde n'ont pas assez de nourriture pour jouir d'une vie saine et active. Soit près d'une personne sur neuf sur Terre. La grande majorité des personnes souffrant de la faim vivent dans les pays en développement dont environ 13,5 % de la population est sous-alimentée. La pauvreté, la violence et la criminalité vont souvent de pair. L'extrême pauvreté ne peut en aucun cas être justifiée ou acceptée dans le monde contemporain.

Le monde a besoin de toute urgence de politiques qui assurent la protection sociale minimale universelle aux personnes de tous âges qui ont faim, surtout les

plus vulnérables : les femmes, les enfants et les handicapés. Le Comité intergouvernemental sur le financement du développement durable estime le coût annuel du filet social mondial pour l'élimination de l'extrême pauvreté à 66 milliards de dollars. Les économies publiques et privées mondiales, estimées à environ 22 000 milliards de dollars américains par an, ne suffiraient pas pour couvrir le coût de la protection sociale minimale et d'autres besoins. Le Comité a proposé un « train de mesures politiques » englobant des possibilités d'action, des règlements, des institutions et des programmes à partir desquels les gouvernements pourraient choisir des combinaisons de politiques appropriées. Vu que le monde a les ressources et le savoir nécessaires, ces objectifs peuvent être atteints pour peu qu'il y ait engagement et volonté politiques.

Nous et les organisations souscrivant à la présente déclaration recommandons que l'Organisation des Nations Unies et ses États Membres :

- Mettent en œuvre les engagements pris lors des précédentes sessions de la Commission et du Sommet mondial pour le développement social.
- Révisent les politiques commerciales qui ont des effets négatifs sur la vie des personnes vivant dans la pauvreté.
- Assurent la protection sociale minimale universelle aux groupes marginalisés, en particulier les femmes de tous âges, les enfants et les handicapés.
- Réglementent les industries extractives destructrices, qui sont une menace pour l'environnement et donc pour le développement social.
- Utilisent les indicateurs de progrès véritable au lieu du produit intérieur brut comme mesure de la croissance économique et comme outil pour renforcer le développement social et, par conséquent, le développement durable.

Nous formons le vœu que la cinquante-troisième session de la Commission du développement social revitalisera la vision globale pour le bien commun des peuples et de la planète. Nous faisons entendre la voix et transmettons les rêves de ceux qui ont été laissés pour compte pendant des siècles, victimes de la cupidité et de l'injustice. Nous soutenons l'engagement sincère et la volonté politique en faveur d'un développement centré sur les personnes.

---

*Note* : La présente déclaration est appuyée par les organisations dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social ci-après : Casa GeneraliziadellaSocieta' del SacroCuore, Company of the Daughters of Charity of St. Vincent de Paul, Congregation of Our Lady of Charity of the Good Shepherd, Curia GeneraliziaAgostiniana, Maryknoll Sisters of St. Dominic, Salesian Missions, Sisters of Charity Federation, UNANIMA International et VIVAT International.